

sa politique est dangereuse et son économie est extractive, donc décadente.

3. La politique étrangère a été le premier atout pour l'élection d'Obama. Il avait promis une décompression (la fin de Guantánamo) et le multilatéralisme (une façon minimaliste pour intégrer les alliés). Il n'a fait ni l'un ni l'autre. Et, sur tous les terrains de son intervention, il a reculé. En Europe, il a attiré l'Allemagne vers un conflit à l'est, en Ukraine, en essayant d'élargir l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. Pendant ce temps, les trois piliers étatsuniens au Moyen-Orient ont subi de graves perturbations et des risques croissants : en Égypte, avec un soulèvement populaire puis un coup d'État, alors qu'Israël et l'Arabie saoudite courent tous les deux le risque du suicide du fait de la complaisance ou du soutien à Daesh. La politique étrangère des États-Unis a échoué parce que dans les deux cas elle a permis la réémergence de la Russie comme puissance militaire et même de l'Iran en tant que puissance régionale.

4. Néanmoins, le problème majeur c'est que pour les États-Unis, du fait de leur position privilégiée, la politique étrangère est déterminée par la politique intérieure (en Europe, c'est l'inverse). Cela est imposé par la dérive droite du système partidair, avec l'émergence de populismes isolationnistes dans les deux grands partis, ce qui fait glisser l'imposant leadership impérial vers une gouvernance hésitante, qui pourtant réalise des actions disciplinaires brutales et déraisonnables, qui incendient le monde. De plus, les États-Unis ne disposent plus du contrôle en tant que puissance territoriale. La défaite au Vietnam semble avoir mis fin à une époque. Attaquer et battre en retraite est devenue la devise nord-américaine, sa politique devient incertaine dans ses actions extérieures. C'est un « militarisme drone ». Et si la technologie permet des guerres aériennes, elles ont pour effet immédiat d'amplifier le conflit et de créer les conditions pour une mondialisation de la terreur, de l'Afghanistan à l'Irak, de la Libye à la Syrie.

5. Du fait que sa politique intérieure est autocentrée, les États-Unis ne peuvent déjà plus diriger le monde : Obama ne peut pas accepter un traité sur le changement climatique du seul fait qu'il serait rejeté par la Chambre des représentants et le Sénat, à commencer par son propre parti, et il est obligé de chercher d'autres formes juridiques, de préférence avec peu d'engagements. Autrement dit, si la politique extérieure est déterminée par la politique intérieure, elle abandonne l'idée d'une orientation internationale, même lorsque c'est nécessaire. Le monde est dominé par un État qui ne peut pas en assumer la direction.

6. L'économie extractive constitue la racine de cette contradiction de la politique intérieure. Le privilège souverain du dollar a été atténué du fait de l'existence d'un panier d'autres monnaies de référence pour les réserves et le commerce, bien qu'aucune ne puisse contester la place suprême de garant de l'accumulation que les États-Unis préservent. Seul le yuan a le soutien d'un État pouvant aspirer à un tel rôle, mais la Chine ne dispose pas d'un marché financier suffisamment fort pour absorber l'épargne mondiale et orienter les fonds financiers devenus le nerf de l'accumulation du capital. Ainsi, ce qui se décide aux États-Unis conditionne toujours la mondialisation.

7. Les États-Unis bénéficient et continueront de bénéficier de la mondialisation, en se situant dans une situation confortable et privilégiée, celle du premier leader mondial hégémonique qui importe les capitaux au lieu de les exporter, en faisant de cette anomalie une des formes de sa domination. C'est quelque chose d'inédit dans l'histoire. Cette ingénierie de pouvoir exige que le dollar soit la monnaie de référence (mais ce n'est plus la seule monnaie de réserve) et requiert un contrôle des principales forces productives (mais les États-Unis ne sont plus le principal producteur de marchandises et pourraient cesser d'être le principal producteur des connaissances), des ressources naturelles (mais le barril de poudre moyen-oriental menace cette garantie), des capacités innovatrices (mais avec le changement du modèle énergétique et les nouveaux biens essentiels, comme la médecine, les frontières technologiques s'ouvrent à d'autres puissances) ainsi que le contrôle de l'épargne et des investissements (mais la Chine aura bientôt assez de ressources pour dépasser les États-Unis). Autrement dit, la raison de sa

force actuelle est la cause de sa fragilité à venir, car il s'agit d'avantages passagers.

8. Certains économistes nord-américains, alarmés par cette vulnérabilité, ont lancé il y a deux ans un débat sur la « stagnation séculaire », reprenant le terme employé en 1939 par le président de l'Association américaine des économistes, Alvin Hansen, dix ans après le début de la crise de 1929, pour décrire la stagnation démographique, le déficit de la demande et, en conséquence, une perspective de réduction des investissements avec une réduction conséquente de la croissance potentielle. Selon cette analogie, nous serions maintenant, en ce début du XXI^e siècle, dans une nouvelle stagnation séculaire et ce pour des raisons similaires à ceux de la Grande Dépression.

9. Les chiffres semblent confirmer cette crainte. Le [Fonds monétaire international](#) (FMI) a révisé à la fin de l'année 2015 ses prévisions pour 2020, avec désormais un [PIB](#) de la Chine inférieur de 14 %, et ceux de l'Europe ainsi que des États-Unis inférieurs de 6 %, en comparaison à ses prévisions antérieures. Une étude précédente du *National Bureau of Economic Research*, un institut de recherche de Cambridge, Massachusetts, avait déjà indiqué ce pessimisme, aggravé depuis, en affirmant que la chute du produit potentiel des principales économies mondiales du fait du crash des [subprimes](#) et de la récession de 2008-2009 sera de l'ordre de 9 % ou, comme l'a résumé *The Economist* (14 juin 2014) ce sera comme si « toute l'économie allemande s'était soudainement évaporée ».

10. Reste donc l'économie extractive, dans laquelle la rente financière parasite le système : la finance de l'ombre ([shadow banking](#)) qui absorbe l'épargne, un système politique qui impose l'austérité aux travailleurs, les banques centrales qui socialisent les pertes des banques, un capitalisme vorace qui mercantilise les services sociaux et qui, surtout, ambitionne de privatiser la sécurité sociale. C'est un système idéologique – les académiciens, les institutions et les dirigeants nord-américains dirigent ce processus. Du point de vue politique, il est multipolaire, comme le met en relief la force croissante de Merkel au sein de l'Union européenne. Quant à la stratégie, en réalité personne ne sait ce qu'elle est ou sera, parce que la finance est maintenant plus puissante que la plupart des économies et, si elle avait un cœur, aurait des motivations que la raison ne connaît pas. Sans les connaître, nous ne savons rien. Le futur n'est déjà pas ce qu'il était.

11. L'Europe est prise dans ce tourbillon. Elle vit un processus implacable : sa dirigeante, Merkel, bénéficie dans l'immédiat des signes de la désintégration européenne, parce que par contraste cela lui assure les meilleures conditions pour attirer les capitaux, avec l'émission d'[obligations](#) aux taux d'intérêt négatifs, ainsi que des conditions supplémentaires d'hégémonie électorale ; en contrepartie, la spirale de la [dette](#) dans les pays périphériques ou l'austérité dans les autres conduisent, du fait des règles de l'euro, à un processus imparable de [dévaluation](#) interne, c'est-à-dire à un accroissement de l'exploitation absolue et à un transfert de la [plus-value](#) des économies nationales vers les capitalistes rentiers internationaux. En conséquence, les régimes politiques de Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de la France perdent leur capacité de cohésion, leurs principaux partis politiques s'usent ou se désintègrent, des brusques virages électoraux deviennent possibles, favorisant dans certains cas des forces anti-système qui représentent la révolte des travailleurs et, dans d'autres, des forces populistes qui cherchent à conditionner la population à des politiques xénophobes.

II. Europe et Portugal de la dette et de l'euro

12. Le problème portugais, comme celui des autres pays de l'Union européenne, est en premier lieu un problème démocratique parce qu'il est social. Une réponse immédiate à ce problème est une lutte démocratique contre le chantage de la dette et contre l'austérité qui en résulte, avec les effets sociaux qui détruisent le Portugal. C'est le problème des problèmes.

13. Sans vaincre la dette, le Portugal et les autres pays dans la même situation vont vivre une période

de désintégration sociale, entraînée par le transfert des impôts actuels et futurs vers les rentes financières **garanties**, ce qui accentuera encore le projet libéral de réduire les revenus du travail au profit de ceux du capital ainsi que le démontage de l'espace de délibération et de lutte pour l'hégémonie dans ces pays. Autrement dit, soit la gauche dirige la contestation et mobilise les classes populaires, soit ce sera un populisme qui occupera son espace.

14. Au cours des dernières années, c'est pour répondre **au problème de la dette** que de grands changements sont apparus tant dans les mobilisations que dans la perception de l'opinion publique (les manifestations « Que se lixe a troika », le Manifeste des 74 à propos de la dette), et c'est un des éléments qui permet de comprendre le changement qui s'est produit lors des élections d'octobre 2015, faisant du Bloc de gauche le parti qui a connu la plus grande augmentation de suffrages.

15. Aucun de ces changements n'aurait été possible avec une plateforme politique qui n'aurait pas été centrée sur le rejet du chantage de la dette. Rappelons que dans le programme du Bloc de gauche était incluse non seulement une proposition concrète concernant la dette, mais également une déclaration explicite : si une solution ne sortait pas des négociations avec les créanciers et les institutions européennes sur la dette, la sortie de l'euro serait la seule alternative restante.

16. **Pour former une majorité de gauche contre la dette**, à savoir un gouvernement qui rejette l'austérité et la dette au profit des salariés, des services publics et de l'investissement, il faut une alliance et donc un compromis. Un gouvernement de gauche contre la **troïka** sera le produit d'une alliance. Pour travailler en vue d'un tel gouvernement, nous devons vaincre la droite, mobiliser les travailleurs, gagner l'hégémonie pour éviter la direction par le centre et présenter au peuple une solution viable qui changera le paysage politique. Pour ce faire, nous devons concentrer nos forces sur l'entente entre les partis et sur l'engagement : **le rejet de la dette**.

17. Comme l'a démontré la stratégie de Syriza en Grèce, la lutte pour un gouvernement de gauche a un drapeau : le rejet de la dette. Comme l'a démontré l'expérience de Syriza, la droite et le centre vont utiliser la peur d'une sortie de l'euro en tant que principal argument politique car seule cette peur peut faire basculer les élections. **Comme l'a montré l'expérience de Syriza, un gouvernement ne peut avancer que s'il agit avec une rigueur tactique, avec une orientation claire et en concentrant son alliance sur l'argument décisif : la dette.** Et comme l'a prouvé la tragédie de l'acceptation du troisième « plan de sauvetage », pour avoir la force de négocier il faut disposer d'un plan B viable et concret. **La Grèce l'a montré : il n'y a qu'un seul plan B qui permette une restructuration de la dette, c'est celui de la sortie de l'euro.**

18. Pour rapprocher les positions et articuler les propositions, le travail devant nous est immense. Dans le passé, la gauche a à peine abordé ces tâches. Elle doit le faire à l'échelle européenne le plus rapidement et le plus intensément possible. Elle ne peut le faire que si le chemin est celui de la rupture avec la dette et l'austérité. C'est une orientation viable et il est possible de construire une telle alliance.

19. La proposition délirante d'un plan A (fédéraliste, acceptant un accroissement du pouvoir de Berlin pour résoudre les difficultés des États périphériques) a disparu du débat politique portugais. Cette proposition partait du principe que la meilleure solution pour le Portugal et pour l'Europe consistait en un État européen, sous une forme fédérale, c'est-à-dire que le Portugal devait être une province de cet État, dirigé évidemment par le gouvernement allemand. Ce n'est ni la meilleure solution, ni même une solution acceptable : ce serait une régression historique dont la seule issue pour le Portugal, ou pour tout autre pays de la périphérie européenne, serait un conflit de haute intensité pour la défense de son indépendance. Au mieux.

20. De plus, la proposition fédéraliste est une duperie, car ni le doublement du budget pour atteindre les

2 % du PIB européen, par exemple, ni même la gestion d'une monnaie unique ne nécessitent un gouvernement d'un État européen. Cela exige des règles communes et une coopération renforcée, donc une autorité souveraine hégémonique. En ce sens, la proposition fédéraliste vise à soumettre la gauche à l'accélération du projet autoritaire de la bourgeoisie européenne. Une gauche qui s'oppose au fédéralisme ne peut et ne doit pas abandonner la lutte au niveau européen. Elle ne peut espérer un recul des forces du centralisme fédéraliste, qui seraient par hasard illuminées par le bon sens social et iraient à l'encontre de leurs intérêts. La gauche ne peut opposer un fédéralisme cordial à un fédéralisme féroce. Elle doit combattre toutes les formes du fédéralisme, car elles détruisent la démocratie.

21. Le chantage et la violence, que les autorités européennes ont utilisés pour faire plier le gouvernement grec, prouvent que la décision sera toujours politique et que c'est le rapport de forces, local et européen, qui décidera de chaque conflit. De plus, l'expérience grecque indique également que le discours sur « une autre Europe » est fragile et même vide de sens. Alors que les forces dominantes européennes ont pris la décision d'imposer l'austérité et de verrouiller les institutions pour renforcer l'économie extractive, de tels appels sont une diversion. Et la gauche a déjà perdu trop de temps avec les promesses européennes. Nous devons abandonner le discours redondant sur une « autre Europe » et nous concentrer sur les moyens concrets permettant de vaincre l'institution réellement existante.

22. Pour créer un nouveau rapport de forces européen, il faut que soient élus des gouvernements de gauche, fidèles aux travailleurs qui les auront mandatés. Pour former un tel gouvernement, il faut savoir où on veut aller et où il faut concentrer la pression, car c'est une orientation qui exige une clarification des alternatives pour transformer les partis et les politiques. **Toute la pression doit se concentrer sur l'exigence que les partis présentent un plan pour l'annulation de la dette, à travers les négociations européennes ou, le cas échéant, en imposant unilatéralement un moratoire et une annulation de la dette, ce qui peut conduire à la sortie de l'euro. Ce n'est possible qu'avec un gouvernement de gauche et un changement radical du rapport des forces, c'est donc la mobilisation populaire qui déterminera la politique.**

23. Un gouvernement de gauche ne sera jamais formé par le centre ou par une nouvelle configuration des forces politiques du centre [2]. Le sens d'une politique de gauche repose sur cette conviction : pour gagner il faut vouloir et savoir gagner, il faut mettre fin à la rente financière qui étouffe les salaires, les retraites et les services publics. Un gouvernement de gauche implique que la gauche réalise une politique de gauche. Le problème démocratique du Portugal c'est le chantage du capital financier et donc un gouvernement de gauche se doit de faire face au capital financier.

24. Il n'y a pas d'austérité intelligente. Ni de demi-austérité. Un nouveau gouvernement qui accepterait le chantage financier créerait plus d'austérité et plus de destructions, car les règles du Traité budgétaire qui lui seront imposées seront pires chaque jour. Ou, pour citer quelqu'un qui a l'autorité de l'expérience des négociations avec la troïka, lorsque nous sommes dans le trou, la Commission européenne et la [Banque centrale européenne](#) exigent que nous creusions encore.

25. Les hypothèses bienveillantes d'un allègement des conditions du chantage financier afin de renforcer Merkel, ou d'une renaissance européenne grâce au plan Draghi ou au plan Juncker, ne sont que naïveté. La configuration politique du gouvernement allemand, l'alliance de Merkel avec le parti social-démocrate, le SPD, indique comment le système de domination se protège. Le président de l'Eurogroupe, qui est ministre des finances aux Pays-Bas, est la preuve vivante comment ces sociaux-démocrates libéraux assument le rôle de cavalerie prussienne de Merkel. Un nouveau gouvernement au Portugal ne peut pas compter sur des égards des institutions européennes, il doit compter sur son peuple et sur ses alliés des gauches populaires européennes.

26. **Le gouvernement de gauche doit s'engager de manière catégorique à commencer les négociations pour répudier la dette dès le premier jour. Si l'annulation de la dette proposée n'est**

pas acceptée par les autorités européennes, la meilleure réponse sera d'imposer un moratoire unilatéral du remboursement de la dette et une négociation avec les divers créanciers d'un échange de dettes pour des titres de valeur inférieure et liés à la croissance future, ainsi qu'un contrôle des capitaux.

27. Le gouvernement de gauche a besoin d'avoir une force suffisante pour imposer une révolution fiscale, se doter des moyens pour une réorganisation du système de production, incluant une ré-industrialisation pour l'emploi, la substitution des importations, la reconversion énergétique et environnementale et une concentration des investissements dans ce sens. Encore une fois, c'est une politique économique qui attaque le capital financier.

28. Dans ce contexte, le gouvernement de gauche doit être préparé à tous les conflits, y compris à la pression qui imposera une sortie de l'euro. Dans *Dividadura* (qu'on pourrait traduire par *la Dictature de la dette*, ndt), un livre que j'ai publié en 2012 avec Mariana Mortágua, nous écrivions que, politiquement, une sortie de l'euro sera acceptable pour la population seulement « *lorsqu'aucune autre alternative n'existera, lorsque toutes les alternatives auront été épuisées, lorsque la survie l'exigera. C'est seulement dans ces conditions qu'une sortie de l'euro pourrait devenir nécessaire pour le peuple portugais et une telle situation ne peut être exclue à priori : si, face à un désastre des institutions et des règles européennes, son indépendance est en cause et que le Portugal n'a pas d'autre solution que d'abandonner l'Union européenne, et en conséquence l'euro, pour récupérer ses capacités de décision. Et, néanmoins, il faut que la majorité de la population s'engage dans cette réponse, de façon à ce qu'elle renforce les mouvements populaires et la défense des intérêts des travailleurs* ». Je maintiens ce point de vue.

29. Je ne pense pas qu'on nous facilitera la sortie de l'euro. Il ne faut pas s'attendre à un accompagnement soutenant la sortie du Portugal de l'euro. Nous ne devons pas espérer que le gouvernement allemand autorisera un prêt inconditionnel en favorisant ainsi la politique d'un gouvernement de gauche forcé à quitter l'euro. Même si le gouvernement allemand veut imposer cette sortie, comme Schäuble l'a tenté pour la Grèce, des conditions drastiques d'austerité sont probables ; il y aura la volonté d'en faire un exemple négatif. L'hypothèse d'un accord honorable semble politiquement impossible. Dans la direction de l'Union européenne, il n'y a pas de place pour des comportements chevaleresques, il y a des intérêts sociaux très autoritaires.

30. Une sortie de l'euro conduite sous les ordres de Merkel ou d'un gouvernement de droite signifierait une lutte de classe acharnée contre les travailleurs, pour transformer et accélérer le processus d'accumulation du capital au profit exclusif d'une partie de l'oligarchie. Il n'y aurait aucune garantie de l'annulation de la dette. Au contraire, cette option pourrait être un moyen pour accentuer le transfert des revenus du travail vers le capital, à travers une austérité qui accélérerait l'ajustement violent. Une gauche qui s'égarerait dans une telle hypothèse ne mériterait pas de survivre politiquement, car elle tomberait du côté de l'austérité et de la barbarie. **Ceux qui défendent la sortie de l'euro sans l'annulation de la dette ne pourront résoudre le problème démocratique du Portugal.**

31. **Si, dans la lutte contre la dette, le gouvernement de gauche est forcé de sortir de l'euro, il devra avoir à ses côtés le peuple mobilisé pour rejeter la menace de Merkel et du capital financier et être prêt à défendre la démocratie.** Les effets de la sortie de l'euro seront profonds, ils ne peuvent être justifiés que par une situation d'urgence nationale et doivent être gérés par un gouvernement capable de réaliser une grande mobilisation sociale. Cette question politique sera toujours essentielle, compte tenu de la pression et des difficultés qu'entraînera la conduite d'un tel processus. Dans ce contexte, seul le pouvoir démocratique du peuple donne la force pour faire les choix nécessaires. Qui ignore cette menace et ces risques de haute intensité n'est pas prêt à lutter pour le pouvoir.

32. La sortie de l'euro, dont j'ai signalé les difficultés politiques, est cependant la seule alternative quand les négociations sur la restructuration de la dette ne permettent pas d'avancer. Dans ce cas, le seul moyen c'est de l'imposer. Pour deux raisons :

- D'abord, parce que la sortie de l'euro réintroduira la monnaie nationale et permettra ainsi d'imposer la conversion de dettes publiques dans la nouvelle monnaie, dévaluant ainsi cette dette ;
- D'autre part, elle permet le contrôle du capital et la gestion d'une politique de dévaluation, deux mesures visant à promouvoir la création d'investissements et de stimuler la demande et l'emploi.

33. Qui veut prendre part à l'élaboration d'une politique de gauche face à ces risques doit présenter une proposition qui prend en compte toutes les éventualités et les meilleures alternatives pour chaque problème, y compris la sortie de l'euro pour la dévaluation du nouveau escudo.

Cette étude de la manière de contrôler les effets négatifs à court et moyen terme d'une éventuelle sortie de l'euro doit nécessairement prendre en compte :

- a) Le fait que la nouvelle monnaie, l'escudo, sera durant quelques mois purement scripturale, ce qui fait courir le risque que les transactions intérieures se fassent en devises étrangères, dont la circulation tendra à diminuer, qui dépend d'une **banque centrale** européenne avec laquelle le pays peut entrer en conflit, et qu'il sera nécessaire de recourir à une émission de billets provisoires à court terme ;
- b) Le fait que les déposants vont se sentir menacés et craindront des dommages, cherchant à retirer des banques leurs dépôts en euros, mais qu'il faudra prendre des mesures pour leur rendre confiance dans le système bancaire, qui devra être sous contrôle public ;
- c) Le constat que l'impact immédiat de la hausse des prix des produits importés après la dévaluation de l'escudo ne pourra être compensé dans la **balance commerciale** seulement après un certain temps, lorsque les exportations vont augmenter, ce qui dépendra des commandes. De sorte qu'il faudra disposer d'un plan d'urgence pour l'énergie, les transports et les médicaments ;
- d) Le constat que les taux d'intérêt auront tendance à augmenter, avec des effets sur la répartition du revenu national au détriment des débiteurs, alors que l'**inflation** va augmenter, ce qui aura également des effets de redistribution au détriment des salaires et des retraites. Il faudra donc prendre des mesures fiscales compensatoires pour les secteurs populaires ;
- e) La redéfinition légale de la valeur de la dette interne, en défense des débiteurs, et les effets de cette redéfinition sur le bilan des banques, nécessiteront une résolution systémique (rendue déjà indispensable avec la restructuration de la dette publique) ;
- f) Une étude des moyens afin de redistribuer à toute la société les avantages que la dévaluation donnera au secteur de l'exportation ;
- g) Un réajustement institutionnel, qui inclut la nouvelle définition du fonctionnement légal de la Banque du Portugal et des banques publiques, comme la Caisse générale des dépôts, ainsi que la gestion du système financier, ce qui implique d'avoir au plus vite une nouvelle loi pour la résolution de la banque nationale et pour les interventions qui seront appropriées.

34. Une telle étude doit analyser également les conditions politiques et européennes des décisions d'un gouvernement de gauche :

- a) La vérification des majorités nécessaires pour décider d'une éventuelle sortie de l'euro, en tenant compte du pouvoir présidentiel et de la nécessité d'une majorité parlementaire pouvant surmonter son droit de veto ;
- b) La définition d'un nouveau modèle d'échanges dans le cadre d'un conflit avec les autorités européennes et de leur éventuelle hostilité à l'inclusion du Portugal dans le système européen des pays en dehors de l'euro ;

- c) La prise en compte que, si l'État peut réclamer légalement le pouvoir souverain de libeller sa dette en monnaie locale, tel n'est pas le cas des entreprises endettées à l'étranger, qui n'ont pas un tel pouvoir juridique et, par conséquent, seront lésées dans leurs bilans ;
- d) La redéfinition des relations avec l'Union européenne, en particulier pour permettre les politiques de protection d'industrialisation, de création d'emplois et de renationalisation des biens communs stratégiques ou essentiels pour la gestion du budget.

35. Pour difficiles qu'elles soient, il y a des réponses à toutes ces menaces et à tous ces problèmes. Aucune de ces réponses n'est un slogan. Les slogans ne remplacent pas la préparation détaillée de réponses aux problèmes économiques et sociaux. Le slogan, c'est un drapeau. Il est légitime de faire la politique avec un drapeau. Mais un étendard n'est pas une forme de pouvoir. Nous ne pouvons pas renoncer à la création d'un gouvernement de gauche si on veut répondre au problème démocratique du Portugal, c'est-à-dire à la dette. Une stratégie victorieuse dépend donc d'un travail approfondi de préparation de réponses, et qui prend en compte les difficultés pour leur faire face.

36. Le réalisme est une condition de l'intelligence. Toutes les réponses réalistes exigent une politique économique que le Portugal n'a jamais connue, mais qu'il a besoin d'avoir : le contrôle du crédit, l'intervention publique dans le système financier, une fiscalité qui mobilise les ressources, une stratégie pour l'emploi. Il n'est pas réaliste d'accepter le chantage de la dette comme il n'est pas réaliste de lui opposer des solutions qui ne marcheraient pas.

37. Ma conclusion est la suivante : l'axe qui permettra de créer une majorité de gauche, c'est la lutte contre la dette. Un gouvernement de gauche ne pourra l'emporter qu'à la condition de construire une alliance, et une telle alliance exige la clarté sur l'annulation de la dette. Un tel gouvernement doit être prêt à rejeter toutes les pressions du capital financier et à prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour cela, y compris sortir de l'euro si c'est l'unique solution qui reste. Cette préparation nécessite un travail détaillé et prudent, prenant appui sur les meilleur-e-s économistes de gauche. Il est préférable de commencer dès maintenant.

38. Le gouvernement actuel du Portugal, qui résulte d'une défaite électorale de la droite, n'est pas un gouvernement de gauche engagé à restructurer la dette. C'est le gouvernement d'un parti du centre, le Parti socialiste, avec le soutien conditionnel de la gauche, dans le cadre de compromis pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour l'arrêt du processus de privatisations et pour refuser la hausse des impôts sur l'emploi, directs et indirects. Ces engagements ont permis une aide sociale et une reprise de la demande, donc une amélioration des conditions de vie de la majorité de la population et ont été soutenus par de larges secteurs populaires. Dans un cas – la décision d'injecter 3 milliards d'euros pour récupérer une petite banque destinée à être vendue (pour 150 millions) à la banque Santander – les partis de gauche se sont opposés à la décision de ce gouvernement et ont voté contre sa loi, une correction du budget de 2015. La relation entre les divers partis est donc toujours tributaire des décisions concrètes. Il faut encore noter que ces décisions n'ont pas encore été confrontées à la position de la Commission européenne ainsi qu'à l'importante définition du budget de l'État pour 2016 et les années suivantes.

Lisbonne, le 15 janvier 2016

Notes

[1] Francisco Louçã, économiste, est membre de la direction et ancien porte-parole du Bloc de gauche qui dispose de 19 députés au parlement portugais depuis les élections d'octobre 2015. Francisco Louçã est militant de la IV^e Internationale. Nous reproduisons ici un article qu'il a rédigé pour la revue Viento

Sur (n° 144 de février 2016). Cet article figure en français dans le n° 624 de la revue Inprecor n° 624 daté de Février-mars 2016. Il a été traduit en français par Jan Malewski à partir de l'original portugais et de la traduction espagnole réalisée par Daniel Albarracín. Le CADTM remercie *Viento Sur* et *Inprecor* (voir son site : <http://www.inprecor.fr/home>) pour l'avoir autorisé à reproduire cet article. A noter que c'est le CADTM qui a mis en gras certaines parties du texte.

[2] Comme l'indique lui-même l'auteur dans le dernier paragraphe de cet article, nous le citons : « Le gouvernement actuel du Portugal, qui résulte d'une défaite électorale de la droite, **n'est pas un** gouvernement de gauche engagé à restructurer la dette. C'est le gouvernement d'un parti du centre, le Parti socialiste, avec le soutien conditionnel de la gauche, dans le cadre de compromis pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour l'arrêt du processus de privatisations et pour refuser la hausse des impôts sur l'emploi, directs et indirects. »